

Participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz

Date de la contribution : 07/09/2020

L'Association Française du Gaz Auvergne - Rhône-Alpes (anciennement Centre-Est, dénommée AFG AURA par la suite) est une association professionnelle qui représente les entreprises du secteur du gaz et du biogaz de la région Auvergne-Rhône-Alpes. A date, l'association compte plus de 60 adhérents. Ces adhérents sont présents sur l'ensemble de la chaîne gazière et biogazière. Pour le secteur du biogaz, les adhérents peuvent être des producteurs de biométhane, développeurs, constructeurs, équipementiers, mainteneurs, purificateurs ou épurateurs de biogaz, opérateurs de réseaux de gaz. Les entreprises qui proposent des biens et des services sont majoritaires comparées aux producteurs de biométhane.

L'AFG AURA est une association indépendante de l'AFG nationale même si ces deux associations travaillent en partenariat. L'AFG AURA dispose de ses propres membres, statuts et instances dirigeantes. Les éléments présentés par la suite sont le fait de l'AFG AURA et ne sauraient engager l'AFG et ses membres.

Une partie des actions de l'AFG AURA en faveur de la méthanisation en Auvergne-Rhône-Alpes sont portées à travers la charte régionale "Ambitions Biogaz 2023" (

<http://www.enauvergnerhonealpes.org/fr/biogaz/ambitions-biogaz-2023.html>)

. L'AFG AURA est un partenaire associé à cette charte. L'AFG AURA y copilote avec l'agence régionale Auvergne-Rhône-Alpes Energie Environnement (AURA EE) et l'ADEME régionale le groupe de travail qui porte les deux objectifs "SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DE LA FILIÈRE RÉGIONALE et EXPÉRIMENTER ET INNOVER".

Nous tenons préalablement à remercier la CRE et les opérateurs de réseaux pour le travail fourni pour mettre en place les règles d'application du "droit à l'injection". Malgré une certaine "lourdeur", ces règles semblent fonctionner convenablement pour les cas où le ratio I/V est inférieur au seuil réglementaire. Nous pensons cependant qu'il subsiste quelques "aberrations" structurelles comme, par exemple, la non prise en compte des sites en injection dans le calcul du V. Nous saluons également votre initiative de sonder les parties prenantes pour le financement tiers car plusieurs membres de notre association et d'autres acteurs de la région Auvergne-Rhône-Alpes y sont confrontés. A ce titre, ils se tiennent à la disposition des services de la CRE pour l'épauler dans la mise en place de règles à partir d'un cas concret rencontré dans notre région. La Concertation gaz et le GTG2007 sont des instances de concertation qui ont permis depuis de nombreuses années de travailler collectivement des règles du marché du gaz. Nous vous invitons à procéder de manière similaire pour le sujet relatif à cette consultation.

Question 2 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers dans le financement des programmes d'investissements ?

Défavorable

Commentaire :

NON FAVORABLE.

Le dispositif proposé par la CRE, tel que détaillé dans les principes et dans l'exemple retenu, s'appuie, selon nous, sur un cas d'usage qui ne sera quasiment jamais rencontré : la zone de raccordement ne serait renforcée qu'avec un rebours

distribution/transport. Pour nous, les zones avec rebours intégreront nécessairement des renforcements préalables par des maillages entre réseaux de distribution. Un rebours n'arrive qu'après que des maillages aient été réalisés. Cette différence qui semble minime n'est pas sans conséquence sur les règles à mettre en place. Nous avons recensé plusieurs interrogations soulevées par les membres de l'association :

- Les renforcements sont de deux natures, maillages puis rebours, ce qui signifie que lorsque le ratio I/V est supérieur à 4700 €/Nm³/h, ce sont des montants d'investissement ET distribution ET transport qui y contribuent.
- Alors que les renforcements sont de deux natures, maillages puis rebours, pourquoi demander aux tiers de ne supporter que des coûts du transporteur pour couvrir des risques pour le tarif ATRT ? Pourquoi pas des coûts liés aux investissements en distribution ?
- En parallèle, tel que proposé pour le rebours, pourquoi faire supporter 100% des coûts d'étude du GRT et non pas la part relative qui correspond à la partie du ratio I/V supérieure au seuil réglementaire ?
- Dans le cas où des tiers devraient financer un certain montant pour ramener le ratio I/V sous le seuil réglementaire, comment allouer les recettes entre GRD et GRT ?
- Lorsqu'il est indiqué "les tiers s'engagent à la financer à hauteur de 200 000 €", qu'entendez-vous par "financer" ?
 - S'agit-il d'une avance de paiement avant la réalisation de la prestation d'études par le GRT ? Dans ce cas, il nous semble que le code des marchés publics empêche les collectivités de financer une prestation qui n'a pas été réalisée.
 - S'agit-il d'un engagement à payer de manière effective à terminaison des études ?
 - Ou enfin, s'agit-il d'un engagement à payer un montant maximal en cas d'arrêt du projet de rebours ? Maximal car le GRT n'aurait possiblement pas dépensé toute l'enveloppe budgétaire que la CRE lui aurait alloué.
- Puisque le premier renforcement qui intervient selon nous est un maillage entre réseaux de distribution, le dispositif proposé fait que la participation tiers maximale est fixée :
 - Très tôt, ce qui amène à afficher un montant élevé de participation tiers qui risque de "refroidir" les porteurs de projet (risque d'arrêt de leurs projets) et les tiers publics ;
 - Alors que les premiers projets à raccorder sur le réseau de distribution peuvent ne pas avoir besoin de renforcements pour injecter. On demanderait alors à un porteur de projet de couvrir un risque qu'il ne génère pas ;
 - Avec un montant qui intègre le financement du rebours qui ne verra peut-être jamais le jour.
- Selon quelle règle doit se faire la répartition du financement des tiers entre les projets ?
- Comment intègre-t-on les fluctuations de I/V dans le temps dans le calcul de la répartition des tiers entre eux ?
 - En effet lorsque la participation sera calculée pour les 1^{er} projets qui veulent signer leur contrat de raccordement avec le GRD, le I/V sera plus élevé car les autres projets n'auront pas encore signé leur contrat de raccordement. Les premiers projets sont donc pénalisés.
 - Puis le I/V va s'améliorer lorsque les premiers projets auront signé leur contrat de raccordement, réduisant le besoin de participation, voire pouvant même générer un trop perçu pour les gestionnaires de réseau. Les projets suivants devront s'acquitter d'une participation plus faible voire même nulle.
 - Enfin le I/V va se dégrader lorsque les premiers projets vont injecter dans le réseau, une aberration selon nous. Aberration valable quelle que soit la valeur du I/V. Aurait-on l'idée de ne pas prendre le flux automobile existant quand un doublement routier est envisagé ?
- Sur le même registre que le dernier sous-point, est-il normal que les projets qui injectent déjà ne soient pas inclus dans le calcul du V de la zone ? En effet, ce sont eux qui contribuent à la saturation de la zone, ils vont bénéficier

aussi de l'infrastructure de rebours, car celle-ci une fois financé leur permettra d'augmenter leur capacité de production à moindre frais.

Compte-tenu de ces quelques remarques non exhaustives, nous réitérons la proposition mentionnée en préambule : des partenaires de la charte régionale "Ambitions Biogaz 2023" et des membres de notre association se tiennent à la disposition des services de la CRE pour l'épauler dans la mise en place de règles à partir d'un cas concret rencontré dans notre région. La Concertation gaz et le GTG2007 sont des instances de concertation qui ont permis depuis de nombreuses années de travailler collectivement des règles du marché du gaz. Nous vous invitons à procéder de manière similaire pour le sujet relatif à cette consultation.

Question 3 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

Défavorable

Commentaire :

NON FAVORABLE.

On peut regretter l'alourdissement du processus de validation d'investissement qui va générer des délais supplémentaires à la réalisation des projets.